



Le Quotidien

Statistique Canada

Le mardi 7 septembre 2004

Diffusé à 8 h 30, heure de l'Est

COMMUNIQUÉS PRINCIPAUX

- **Permis de bâtir, juillet 2004**

La valeur des permis de construction délivrés en juillet a atteint 4,8 milliards de dollars, en baisse de 11,4 % comparativement au sommet de 5,4 milliards de dollars établi en juin, les secteurs résidentiel et non résidentiel ayant tous les deux affiché une baisse. En dépit de cette régression, la valeur des permis a quand même atteint en juillet le deuxième sommet en importance jamais enregistré.

2
-

AUTRES COMMUNIQUÉS

- Étude : L'effet de la littératie sur les gains des immigrants, 1998

7
 - Indice des prix des produits agricoles, juin 2004

8
 - Produits pétroliers raffinés, avril 2004

9
-

- NOUVEAUX PRODUITS**

10
-



COMMUNIQUÉS PRINCIPAUX

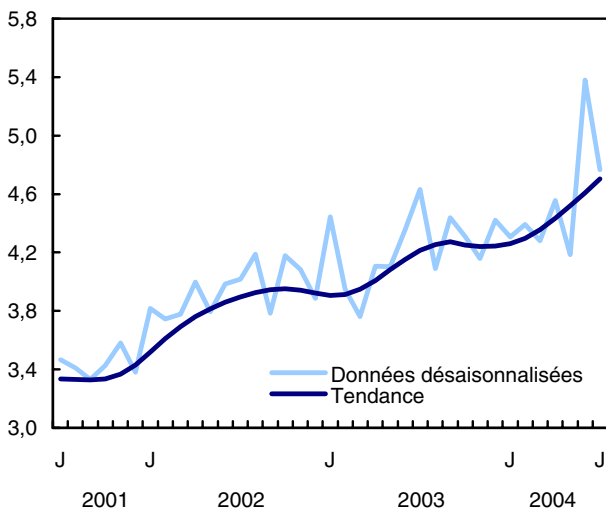
Permis de bâtir

Juillet 2004

La valeur des permis de construction délivrés en juillet a atteint 4,8 milliards de dollars, en baisse de 11,4 % comparativement au sommet de 5,4 milliards de dollars établi en juin, les secteurs résidentiel et non résidentiel ayant tous les deux affiché une baisse. En dépit de cette régression, la valeur des permis a quand même atteint en juillet le deuxième sommet en importance jamais enregistré.

La tendance demeure à la hausse pour la valeur totale des permis

En milliards de dollars



Une baisse de près du tiers de la valeur des permis de construction de logements multifamiliaux émis par rapport au mois précédent a causé un recul de 10,3 % dans le secteur résidentiel, où la valeur des permis s'est fixée à 3,1 milliards de dollars. Ce niveau représente tout de même le troisième sommet mensuel en importance jamais enregistré.

La croissance dans le secteur institutionnel en juillet a été plus qu'effacée par la faible demande de permis de construction commerciale, si bien que les projets de construction non résidentielle ont affiché une baisse mensuelle de 13,3 % pour s'établir à 1,7 milliard de dollars. Ce niveau demeure le deuxième en importance pour la valeur des permis de construction non résidentielle au cours des 12 derniers mois.

Note aux lecteurs

Sauf avis contraire, les données du présent communiqué sont désaisonnalisées, ce qui facilite la comparaison par l'élimination de l'effet des variations saisonnières.

L'Enquête sur les permis de bâtir vise 2 350 municipalités représentant 95 % de la population. Ses résultats servent d'indicateur avancé de l'activité dans le domaine de la construction. Les collectivités représentant les autres 5 % de la population sont très petites et leurs activités de construction n'ont qu'une faible incidence sur le total.

La valeur des intentions de construction présentées ici ne comprend pas les travaux d'ingénierie (par exemple, les aqueducs, les égouts et les ouvrages de drainage) ni ceux associés au terrain.

Depuis le début de l'année, la vigueur du secteur résidentiel a fait progresser la valeur globale des permis de construction pour les sept premiers mois de 2004 de 8,6 %, celle-ci ayant atteint 31,9 milliards de dollars. De janvier à juillet, les constructeurs ont pris pour 21,2 milliards de dollars de permis de construction résidentielle, soit 18,3 % de plus qu'à la même période en 2003. À l'opposé, la valeur des permis de construction non résidentielle a chuté de 6,7 % et s'est fixée à 10,7 milliards de dollars.

À l'échelon régional, les régions métropolitaines de recensement de Vancouver et de Montréal ont affiché les plus importantes progressions par rapport à 2003, grâce à la demande de nouveaux logements dans ces deux régions. Des replis de la valeur des permis de construction institutionnelle et industrielle ont fait en sorte que Toronto a déclaré les plus fortes baisses cumulatives par rapport à 2003.

La composante unifamiliale affiche un nouveau sommet tandis que la composante multifamiliale est en baisse

Le marché de l'habitation a continué d'être exceptionnellement fort, étant demeuré au-dessus de la barre des 3 milliards de dollars en juillet. Il s'agit de la troisième valeur mensuelle en importance jamais enregistrée malgré une baisse de 10,3 % par rapport à juin.

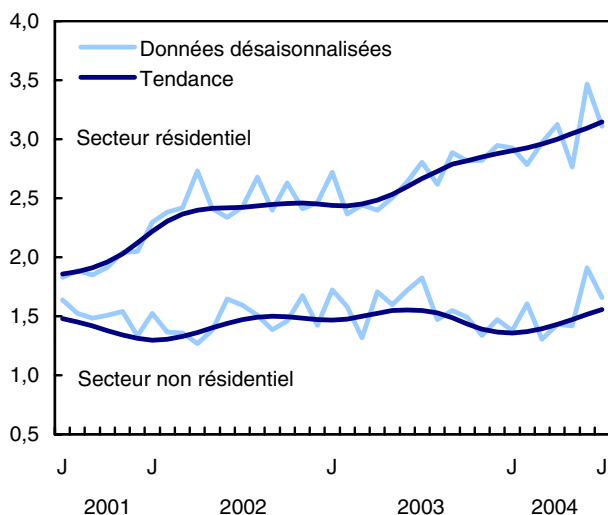
La tendance à la hausse constante de la valeur des permis de construction de logements unifamiliaux s'est poursuivie en juillet. La valeur des logements dont on a approuvé la construction a crû de 2,0 % par rapport au niveau du mois précédent pour atteindre un nouveau sommet mensuel de 2,1 milliards de dollars. On a

autorisé la construction de près de 11 250 nouveaux logements unifamiliaux en juillet seulement.

La valeur des permis de construction de logements multifamiliaux, après avoir atteint un sommet en juin, a fléchi de 29,0 % pour afficher un total robuste de 975 millions de dollars. Les municipalités ont approuvé la construction de 9 200 logements multifamiliaux.

Tendance à la hausse dans les secteurs résidentiel et non résidentiel

En milliards de dollars



La forte demande de nouveaux logements était attribuable aux taux hypothécaires très avantageux, à la situation positive de l'emploi et à la hausse du revenu disponible.

L'Alberta a affiché la plus forte progression mensuelle en dollars (+11,2 %), pour atteindre 408 millions de dollars, en raison de la vigueur des émissions de permis de construction de logements unifamiliaux et multifamiliaux. La Colombie-Britannique, où la valeur des permis de construction de logements multifamiliaux a propulsé le secteur résidentiel vers un sommet le mois dernier, a affiché la plus forte baisse, la valeur ayant reculé de 41,5 % pour se fixer à un total respectable de 474 millions de dollars.

Depuis le début de l'année, la valeur des permis de construction de logements unifamiliaux se chiffre à 14,1 milliards de dollars, en hausse de 13,1 % par rapport à la même période l'année dernière. Le segment multifamilial a affiché une croissance encore plus robuste, ayant progressé de 30,3 % pour atteindre 7,1 milliards de dollars.

Dans l'ensemble, les municipalités ont autorisé la construction de 141 628 logements unifamiliaux et

multifamiliaux au cours des sept premiers mois de 2004, soit 11,6 % de plus qu'à la même période en 2003.

Dans chaque province et territoire, la valeur cumulative des permis de construction résidentielle émis jusqu'ici en 2004 dépasse celle de l'année dernière. La Colombie-Britannique et le Québec ont affiché les croissances les plus marquées en dollars, les deux provinces ayant ajouté plus d'un milliard de dollars au total cumulatif de l'année dernière pour la même période.

Un important repli des intentions de construction commerciale ralentit le secteur non résidentiel

Les constructeurs ont pris pour une valeur moindre de permis de construction industrielle et commerciale en juillet, tandis que la valeur des permis de construction institutionnelle a augmenté.

La valeur des permis de construction commerciale a chuté de 29,0 % pour se fixer à 764 millions de dollars, après avoir connu une croissance fulgurante en juin. Ce phénomène est attribuable en grande partie à une diminution de la demande de projets de bâtiments récréatifs et de bâtiments pour le commerce et les services. En Ontario, la valeur des permis de construction commerciale a chuté de 26,6 % pour se fixer à 329 millions de dollars, soit la plus importante baisse parmi les provinces.

La composante industrielle a connu une baisse de 1,6 % (valeur totale de 301 millions de dollars) après deux hausses mensuelles. Toutefois, ce niveau est demeuré supérieur à la moyenne mensuelle de l'année en cours. La plus faible demande dans la catégorie des bâtiments miniers et agricoles en Colombie-Britannique explique cette chute.

La valeur des permis dans le secteur institutionnel a affiché une hausse de 11,6 % (valeur totale de 592 millions de dollars). Il s'agit de son plus haut niveau depuis juillet 2003. La demande de permis de construction institutionnelle a été particulièrement forte en Ontario, ayant progressé de 21,1 % (valeur totale de 307 millions de dollars), les intentions de construction d'établissements d'enseignement dans la région de Toronto ayant augmenté.

En dépit du repli de la valeur des permis de construction non résidentielle, ce secteur a récemment connu des résultats favorables. Les détaillants ont profité de cinq hausses mensuelles depuis le début de 2004. Les ventes cumulatives réalisées lors des six premiers mois de l'année ont été de 4,0 % supérieures à celles enregistrées lors de la même période en 2003. Les sociétés canadiennes ont enregistré des bénéfices records de 50,7 milliards de dollars au deuxième trimestre de 2004, soit 4,1 % de plus qu'au premier trimestre. Cela fait maintenant quatre trimestres consécutifs que les bénéfices d'exploitation

augmentent. De plus, les livraisons des fabricants ont atteint un sommet en juin.

À l'échelon provincial, la plus forte baisse (en dollars) parmi les provinces a été enregistrée au Québec (-27,9 %, valeur totale de 303 millions de dollars). Dans cette province, la hausse enregistrée dans la composante institutionnelle a été plus qu'effacée par des reculs dans les secteurs industriel et commercial. À l'opposé, les progressions observées dans les trois composantes ont permis à l'Alberta d'enregistrer la plus forte hausse en juillet.

Sur le plan cumulatif, environ 10,7 milliards de dollars de permis de construction non résidentielle ont été émis au cours des sept premiers mois de 2004, en baisse de 6,7 % par rapport à la même période en 2003. Cette diminution était attribuable à des replis enregistrés dans les composantes institutionnelle (-15,5 %) et industrielle (-19,1 %). La composante commerciale a affiché une hausse de 4,7 %.

Parmi les provinces, la plus forte diminution dans le secteur non résidentiel a été enregistrée en Ontario (-11,2 %, valeur totale de 4,8 milliards de dollars), surtout en raison des diminutions observées dans les composantes institutionnelle et industrielle à Toronto et dans la composante institutionnelle à Hamilton.

La plus forte hausse a été enregistrée en Colombie-Britannique (+10,0 % valeur totale de 1,2 milliard de dollars).

Données stockées dans CANSIM : tableaux 026-0001 à 026-0008, 026-0010 et 026-0015.

Définitions, sources de données et méthodes : numéro d'enquête 2802.

Le numéro de juillet 2004 de *Permis de bâtir*, vol. 48, n° 7 (64-001-XIF, 15 \$ / 156 \$), paraîtra sous peu.

Le communiqué sur les permis de bâtir d'août 2004 sera diffusé le 6 octobre.

Pour obtenir des données ou des renseignements généraux, communiquez avec Brad Sernoskie au (613) 951-4646 ou composez sans frais le 1 800 579-8533 (bdp_information@statcan.ca). Pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec Étienne Saint-Pierre au (613) 951-2025, Division de l'investissement et du stock de capital.

□

Valeur des permis de bâtir selon la région métropolitaine de recensement¹

	Juin 2004 ^r	Juillet 2004 ^p	Jun à juillet 2004	Janvier à juillet 2003	Janvier à juillet 2004	Janvier-juillet 2003 à janvier-juillet 2004
données désaisonnalisées						
	en millions de dollars		var. en %	en millions de dollars		var. en %
St. John's	28,4	29,1	2,6	150,4	207,3	37,9
Halifax	46,5	64,1	37,7	353,1	370,5	4,9
Saint John	13,1	14,6	11,8	64,9	70,3	8,3
Saguenay	18,4	8,8	-52,3	86,2	69,6	-19,3
Québec	91,9	100,0	8,8	617,8	760,5	23,1
Sherbrooke	18,2	18,9	4,1	130,5	130,3	-0,2
Trois-Rivières	18,5	22,3	20,8	100,9	106,3	5,3
Montréal	599,9	493,2	-17,8	2 924,8	3 636,3	24,3
Ottawa-Gatineau, Ontario/Québec	210,3	271,4	29,1	1 305,0	1 343,9	3,0
Ottawa-Gatineau (partie du Québec)	65,9	76,4	16,0	282,5	338,4	19,8
Ottawa-Gatineau (partie de l'Ontario)	144,5	195,1	35,0	1 022,5	1 005,5	-1,7
Kingston	20,0	32,7	63,6	122,7	135,7	10,5
Oshawa	102,5	45,6	-55,6	624,6	496,0	-20,6
Toronto	1 069,9	1 072,9	0,3	6 710,9	6 523,5	-2,8
Hamilton	129,4	82,4	-36,3	682,5	566,8	-16,9
St. Catharines-Niagara	39,2	48,6	24,0	262,0	328,5	25,4
Kitchener	69,4	81,8	17,9	574,7	539,5	-6,1
London	53,1	73,7	38,6	450,0	497,3	10,5
Windsor	50,6	46,4	-8,3	351,8	309,3	-12,1
Greater Sudbury	7,2	13,7	89,7	60,7	58,8	-3,2
Thunder Bay	12,6	13,3	5,6	62,5	60,5	-3,1
Winnipeg	105,4	66,3	-37,1	424,1	434,4	2,4
Regina	12,6	27,9	122,3	161,0	135,1	-16,1
Saskatoon	24,0	16,1	-33,0	148,6	136,8	-7,9
Calgary	204,4	290,2	42,0	1 685,0	1 702,7	1,1
Edmonton	170,3	183,7	7,9	1 023,0	1 153,2	12,7
Abbotsford	31,0	9,4	-69,7	102,5	106,4	3,9
Vancouver	783,5	386,9	-50,6	1 998,1	3 027,6	51,5
Victoria	53,8	41,1	-23,6	310,6	310,6	0,0

^r Données révisées.

^p Données provisoires.

1. Il est possible de consulter en ligne les subdivisions de recensement qui font partie des régions métropolitaine de recensement.

Nota : Les données peuvent ne pas correspondre aux totaux en raison de l'arrondissement.

Valeur des permis de bâtir selon la province et le territoire

	Juin 2004 ^r	Juillet 2004 ^p	Juin à juillet 2004	Janvier à juillet 2003	Janvier à juillet 2004	Janvier-juillet 2003 à janvier-juillet 2004
données désaisonnalisées						
	en millions de dollars		var. en %	en millions de dollars		var. en %
Canada	5 379,6	4 767,6	-11,4	29 355,3	31 865,7	8,6
Résidentiel	3 467,9	3 110,9	-10,3	17 880,2	21 156,3	18,3
Non résidentiel	1 911,6	1 656,7	-13,3	11 475,1	10 709,4	-6,7
Terre-Neuve-et-Labrador	39,7	40,5	2,0	212,8	283,4	33,2
Résidentiel	30,8	26,9	-12,6	147,6	214,4	45,3
Non résidentiel	8,9	13,6	52,3	65,2	69,0	5,9
Île-du-Prince-Édouard	17,7	23,6	33,5	126,9	111,7	-12,0
Résidentiel	13,3	10,5	-21,1	57,2	70,6	23,4
Non résidentiel	4,3	13,1	200,8	69,7	41,0	-41,1
Nouvelle-Écosse	106,3	105,1	-1,1	609,1	665,3	9,2
Résidentiel	61,1	81,1	32,9	394,9	444,5	12,5
Non résidentiel	45,3	24,0	-47,0	214,2	220,9	3,1
Nouveau-Brunswick	80,4	69,7	-13,4	392,2	439,7	12,1
Résidentiel	39,0	37,1	-4,8	238,5	293,8	23,2
Non résidentiel	41,5	32,6	-21,4	153,7	145,9	-5,1
Québec	1 109,0	959,8	-13,5	5 798,1	6 923,0	19,4
Résidentiel	688,7	656,8	-4,6	3 483,2	4 526,4	30,0
Non résidentiel	420,3	303,0	-27,9	2 315,0	2 396,7	3,5
Ontario	2 196,5	2 110,1	-3,9	13 505,0	13 375,3	-1,0
Résidentiel	1 352,8	1 309,2	-3,2	8 118,8	8 592,9	5,8
Non résidentiel	843,7	800,9	-5,1	5 386,2	4 782,5	-11,2
Manitoba	147,7	105,1	-28,9	669,0	667,1	-0,3
Résidentiel	68,1	70,4	3,3	283,6	397,6	40,2
Non résidentiel	79,6	34,7	-56,4	385,4	269,5	-30,1
Saskatchewan	54,8	61,8	12,8	442,7	424,8	-4,0
Résidentiel	26,7	27,8	4,2	198,5	225,1	13,4
Non résidentiel	28,1	34,0	21,0	244,2	199,7	-18,2
Alberta	543,4	639,2	17,6	3 906,4	4 050,7	3,7
Résidentiel	367,2	408,3	11,2	2 441,9	2 700,9	10,6
Non résidentiel	176,2	230,8	31,0	1 464,6	1 349,8	-7,8
Colombie-Britannique	1 070,2	639,4	-40,3	3 545,4	4 812,0	35,7
Résidentiel	810,2	473,6	-41,5	2 480,2	3 640,1	46,8
Non résidentiel	260,0	165,7	-36,3	1 065,2	1 171,9	10,0
Yukon	5,1	3,7	-28,2	31,8	49,4	55,4
Résidentiel	4,2	2,3	-45,3	14,5	20,0	37,6
Non résidentiel	0,9	1,4	47,2	17,3	29,5	70,4
Territoires du Nord-Ouest	7,5	8,7	15,5	42,0	46,4	10,3
Résidentiel	5,1	6,0	17,3	18,9	25,2	33,7
Non résidentiel	2,4	2,7	11,7	23,2	21,2	-8,7
Nunavut	1,1	0,9	-21,0	73,9	16,8	-77,2
Résidentiel	0,8	0,8	1,2	2,5	4,8	94,7
Non résidentiel	0,3	0,1	-76,7	71,4	12,0	-83,2

^r Données révisées.

^p Données provisoires.

Nota : Les données peuvent ne pas correspondre aux totaux en raison de l'arrondissement.



AUTRES COMMUNIQUÉS

Étude : L'effet de la littératie sur les gains des immigrants

1998

L'étude intitulée *L'effet de la littératie sur les gains des immigrants* se fonde sur les données de l'Enquête sur l'alphabétisation des adultes en Ontario de 1998 afin d'examiner l'incidence des compétences en littératie dans l'une des deux langues officielles et des compétences en numératie sur la situation des immigrants ontariens vis-à-vis du marché du travail.

La population cible de cette enquête est formée des immigrants âgés de 16 à 69 ans vivant dans six régions métropolitaines de recensement, soit Toronto, Hamilton, Ottawa, Kitchener, London et St. Catharines–Niagara qui, ensemble, regroupent plus de 80 % des immigrants de la province.

Selon l'étude, qui s'appuie sur l'analyse des données de l'Enquête internationale sur l'alphabétisation et les compétences des adultes (EIACA) de 1994, les compétences en littératie et en numératie exercent une influence considérable sur toute une gamme de résultats sur le plan professionnel.

Cette incidence couvre entre autres la probabilité de faire partie de la population active, la probabilité de travailler, la probabilité d'être en chômage, la stabilité et la durée de l'emploi et, surtout, la rémunération versée aux travailleurs. Des niveaux moyens de compétence plus élevés sont systématiquement associés à de meilleurs résultats moyens sur le marché du travail.

L'étude permet de dégager trois grandes conclusions. Premièrement, les compétences en littératie des immigrants diffèrent de celles des personnes nées au Canada. L'analyse montre clairement que les immigrants affichent des niveaux moyens de littératie et de numératie nettement inférieurs aux niveaux moyens observés chez les non-immigrants ayant des attestations d'études et d'autres caractéristiques observables équivalentes.

Ce constat pourrait expliquer en partie le recul relatif des immigrants établis au Canada quant à leur situation sur le marché du travail au cours de la dernière décennie.

Deuxièmement, rien ne permet de conclure que les immigrants obtiennent un rendement inférieur à celui des travailleurs nés au Canada et ayant des caractéristiques comparables pour ce qui est des compétences mesurées par les tests de littératie.

En d'autres termes, le marché du travail au Canada semble valoriser de la même façon la littératie et la numératie des immigrants établis au pays et celles des non-immigrants. Une hausse de 100 points de la note

en littératie se traduit par un rendement équivalent dans les deux populations.

L'étude révèle que le rendement inférieur, au regard de la rémunération, des études universitaires faites par les immigrants avant l'immigration disparaît lorsque le niveau de compétence en littératie est pris en considération.

Selon les résultats de l'analyse, si les immigrants affichaient les mêmes notes moyennes en littératie que les non-immigrants, l'écart au chapitre de la rémunération diminuerait de 20 %, ce qui éliminerait un peu plus de la moitié des désavantages salariaux chez les travailleurs immigrants ayant fait des études universitaires.

L'étude révèle également que les employeurs canadiens valorisent peu l'expérience de travail acquise à l'étranger, les immigrants très scolarisés obtenant un rendement nettement inférieur en ce qui a trait à leur expérience étrangère.

Dans le cas des immigrants peu scolarisés, l'incidence d'une hausse des niveaux de littératie leur permettant d'atteindre ceux des non-immigrants est légèrement supérieure à celle d'une hausse du rendement de l'expérience étrangère au regard de la rémunération permettant d'atteindre les niveaux enregistrés par la population non immigrante.

Dans le cas des immigrants scolarisés, l'incidence d'une hausse des niveaux de littératie permettant d'atteindre ceux des non-immigrants ne correspond qu'au quart environ de celle d'une hausse du rendement de l'expérience étrangère au regard de la rémunération permettant d'atteindre les niveaux enregistrés par la population non immigrante.

Par conséquent, si les lacunes observées sur le plan de la littératie chez les immigrants semblent avoir des effets appréciables sur les écarts salariaux, elles ne permettent pas d'expliquer une grande partie des faibles rendements de l'expérience étrangère chez les immigrants très scolarisés.

Définitions, sources de données et méthodes : numéros d'enquête, y compris ceux des enquêtes connexes, 4406 et 4433.

L'étude intitulée *L'effet de la littératie sur les gains des immigrants*, n° 12 (89-552-MIF2004012, gratuite) est maintenant accessible en ligne. À la page *Nos produits et services*, sous *Parcourir les publications Internet*, choisissez *Gratuites*, puis *Éducation*. Cette étude est également offerte en version imprimée (89-552-MPF2004012, 11 \$). Voir *Pour commander les produits*.

Pour plus de renseignements, communiquez avec les Services aux clients au (613) 951-7608 ou composez sans frais le 1 800 307-3382 (*educationstats@statcan.ca*). Télécopieur : (613) 951-9040; ATS : 1 800 363-7629. Pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec Richard Desjardins au (613) 951-3121 (*richard.desjardins@statcan.ca*), Culture, tourisme et Centre de la statistique de l'éducation. ■

Indice des prix des produits agricoles

Juin 2004

Les prix que les agriculteurs ont reçus pour leurs produits agricoles ont diminué de 1,0 % en juin comparativement à juin 2003, selon les données de l'Indice des prix des produits agricoles (IPPA).

L'indice des cultures a accusé un recul de 7,0 % par rapport au niveau de 107,0 atteint en juin 2003, ce qui prolonge les diminutions mensuelles d'une année à l'autre amorcées en juillet dernier. L'indice du bétail et des produits d'origine animale a crû de 4,7 % d'une année à l'autre. Il s'agit de la première hausse d'une année à l'autre à avoir été enregistrée au cours des treize derniers mois. L'indice des oléagineux et celui des cultures spéciales ont été les deux seuls des indices des cultures à avoir enregistré une augmentation par rapport à juin 2003, alors que l'indice de la volaille a été le seul des indices du bétail et des produits d'origine animale à avoir enregistré une baisse.

L'IPPA (1997=100) s'est établi à 101,2 en juin, en baisse de 1,2 % par rapport à l'indice révisé de mai. L'indice total avait atteint un sommet de 111,3 en février 2003 puis s'est rabaissé au creux récent de 93,8 en septembre.

L'indice du bétail et des produits d'origine animale a reculé de 1,1 % par rapport à l'indice révisé de mai pour s'établir à 102,7 en juin. D'un mois à l'autre, seuls l'indice des produits laitiers et celui de la volaille ont crû. L'indice des oeufs est demeuré inchangé et l'indice des bovins et des veaux a fléchi (-6,9 %). Après une croissance marquée dans les cinq premiers mois de 2004, l'indice des porcs a connu une faible diminution (-0,6 %).

L'indice des bovins et des veaux a fléchi pour s'établir à 91,2 en juin 2004. Depuis mai 2003, à la suite des résultats positifs affichés par une vache du nord de l'Alberta à un test de dépistage de l'encéphalopathie spongiforme bovine (ESB) ou maladie de la vache folle et de l'embargo décrété à l'endroit des ruminants canadiens et de tous les produits associés par un

grand nombre de pays, l'indice a connu une très forte variabilité. D'un mois à l'autre, l'indice a varié de -30,1 % en juillet 2003 à +35,4 % en septembre 2003, depuis la levée de l'embargo sur certaines coupes de boeuf. Les prix ont continué de fluctuer fortement en raison de la fermeture prolongée de la frontière aux exportations de bovins sur pattes et de la conjecture sur l'ouverture de la frontière.

L'indice des porcs a connu un léger repli, passant de 103,6 en mai à 103,0 en juin. L'indice, qui se situait à 66,1 en janvier, est en progression continue en raison du raffermissement des prix. Les prix des porcs ont été soutenus par des exportations vigoureuses et par la forte demande des consommateurs.

D'un mois à l'autre, l'indice des cultures a fléchi de 1,1 % en juin. L'indice des céréales, celui des cultures spéciales, ainsi que celui des fruits ont enregistré des baisses variant de 1,2 %, en ce qui concerne les céréales à 8,6 %, pour ce qui est des fruits.

L'indice des oléagineux a augmenté légèrement (+0,4 %) pour atteindre 109,6, ce qui prolonge les augmentations mensuelles d'une année à l'autre amorcées en décembre dernier. Les prix des oléagineux produits au Canada se sont raffermis, poussés par la consommation mondiale accrue d'oléagineux, le resserrement des approvisionnements de soya produit aux États-Unis et la vigueur des prix du soya. Cependant, les prix que les agriculteurs américains ont reçus pour leur soya ont baissé en juin en prévision d'une récolte abondante.

Indice des prix des produits agricoles (1997=100)

	Jun 2003 ^r	Mai 2004 ^r	Jun 2004 ^p	Jun 2003 à juin 2004	Mai à juin 2004
	var. en %				
Indice des prix des produits agricoles	102,2	102,4	101,2	-1,0	-1,2
Cultures	107,0	100,6	99,5	-7,0	-1,1
Céréales	111,4	91,6	90,5	-18,8	-1,2
Oléagineux	91,0	109,2	109,6	20,4	0,4
Cultures spéciales	107,6	120,1	111,3	3,4	-7,3
Fruits	108,1	107,6	98,3	-9,1	-8,6
Légumes	111,3	109,5	110,4	-0,8	0,8
Pommes de terre	128,5	110,0	123,8	-3,7	12,5
Bétail et produits d'origine animale	98,1	103,8	102,7	4,7	-1,1
Bovins et veaux	91,0	98,0	91,2	0,2	-6,9
Porcs	86,0	103,6	103,0	19,8	-0,6
Volaille	97,2	96,1	96,6	-0,6	0,5
Oeufs	101,5	104,5	104,5	3,0	0,0
Produits laitiers	116,9	115,9	118,9	1,7	2,6

^r Données révisées.

^p Données provisoires.

Données stockées dans CANSIM : tableaux 002-0021 et 002-0022.

Définitions, sources de données et méthodes : numéro d'enquête 5040.

Le numéro de juin 2004 de la publication *Indice des prix des produits agricoles*, vol. 4, n° 6 (21-007-XIB, gratuit) est maintenant accessible en ligne. À la page *Nos produits et services*, sous *Parcourir les publications Internet*, choisissez *Gratuites*, puis *Agriculture*.

Pour obtenir des données ou des renseignements généraux, composez sans frais le 1 800 465-1991. Pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec Paul Murray au (613) 951-0065 (paul.murray@statcan.ca), Division de l'agriculture. Télécopieur : (613) 951-3868. ■

Produits pétroliers raffinés

Avril 2004

Il est maintenant possible de connaître les données d'avril sur la production, les stocks et les ventes intérieures de produits pétroliers raffinés. D'autres données choisies sur ces produits sont aussi disponibles.

Données stockées dans CANSIM : tableaux 134-0001 à 134-0004.

Définitions, sources de données et méthodes : numéro d'enquête 2150.

Le numéro d'avril 2004 de *Produits pétroliers raffinés*, vol 59, n° 4 (45-004-XIB, 18 \$ / 166 \$) est maintenant en vente. Voir *Pour commander les produits*.

Pour plus de renseignements ou pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec l'agent de diffusion au (613) 951-9497 ou composez sans frais le 1 866 873-8789 (energ@statcan.ca), Division de la fabrication, de la construction et de l'énergie. ■

NOUVEAUX PRODUITS

Infomat, revue hebdomadaire, 7 Septembre 2004
Numéro au catalogue : **11-002-XWF** (100 \$).

Indice des prix des produits agricoles, juin 2004,
vol. 4, n° 6
Numéro au catalogue : **21-007-XIB**
(gratuit).

Produits pétroliers raffinés, avril 2004, vol. 59, n° 4
Numéro au catalogue : **45-004-XIB** (18 \$/166 \$).

Statistiques trimestrielles des télécommunications,
premier trimestre de 2004, vol. 28, n° 1
Numéro au catalogue : **56-002-XIF** (23 \$/43 \$).

**Enquête internationale sur l'alphabétisation des
adultes (collection) : L'effet de la littératie sur les
gains des immigrants**, 1994, n° 12
Numéro au catalogue : **89-552-MIF2004012**
(gratuit).

**Enquête internationale sur l'alphabétisation des
adultes (collection) : L'effet de la littératie sur les
gains des immigrants**, 1994, n° 12
Numéro au catalogue : **89-552-MPF2004012** (11 \$).

**Les prix sont en dollars canadiens et n'incluent
pas les taxes de vente. Des frais de livraison
supplémentaires s'appliquent aux envois à
l'extérieur du Canada.**

Les numéros au catalogue se terminant par : -XWF,
-XIB ou -XIF représentent la version électronique offerte
sur Internet, -XMB ou -XMF, la version microfiche, -XPB
ou -XPF, la version papier, -XDB ou -XDF, la version
électronique sur disquette et -XCB ou -XCF, la version
électronique sur CD-ROM.

Pour commander les produits

Pour commander par téléphone, ayez en main :

- Le titre
- Le numéro au catalogue
- Le numéro de volume
- Le numéro de l'édition
- Votre numéro de carte de crédit.


Au Canada et aux États-Unis, composez le :	1 800 267-6677
Pour les autres pays, composez le :	1 613 951-7277
Pour envoyer votre commande par télécopieur, composez le :	1 877 287-4369
Pour un changement d'adresse ou pour connaître l'état de votre compte, composez le :	1 800 700-1033

Pour commander par la poste, écrivez à : Gestion de la circulation, Division de la diffusion, Statistique Canada, Ottawa, K1A 0T6.
Veuillez inclure un chèque ou un mandat-poste à l'ordre du **Receveur général du Canada/Publications**. Au Canada, ajoutez 7 % de TPS
et la TVP en vigueur.

Pour commander par Internet, écrivez à : infostats@statcan.ca ou téléchargez la version électronique en vous rendant au site Web
de Statistique Canada (www.statcan.ca). À la page *Nos produits et services*, sous *Parcourir les publications Internet*, choisissez *Payantes*.

Les agents libraires agréés et autres librairies vendent aussi les publications de Statistique Canada.

Catalogue 11-001-XIF (Anglais) 11-010-150-03004013



Le Quotidien

Statistique Canada

Le jeudi 6 juin 1997
Pour être diffusé à 8 h 30



PRINCIPAUX COMMUNIQUÉS

- **Transport urbain, 1996** 2
Malgré la priorité accordée aux services de transport urbain, les Canadiens y ont de moins en moins recours. En 1996, les Canadiens ont effectué un voyage moyen de déplacement au travail sans les services de transport urbain, soit le niveau le plus bas enregistré au cours des 25 dernières années.
- **Productivité, rémunération horaire et coût unitaire de la main-d'œuvre, 1996** 5
À l'instar de la croissance de l'industrie et des emplois, la hausse de la productivité des entreprises canadiennes en 1996 s'est avérée encore une fois relativement faible.

AUTRES COMMUNIQUÉS

- Indice des offres d'emploi, mai 1997 10
- Emplois sur les anticipations à court terme 10
- Aides en termes positifs, septembre terminant le 31 mai 1997 11
- Production d'œufs, avril 1997 11

NOUVELLES PARUTIONS 12



Bulletin officiel de diffusion des données de Statistique Canada

Numéro au catalogue 11-001-XIF.

Publié tous les jours ouvrables par la Division des communications, Statistique Canada, Immeuble R.-H.-Coats, 10^e étage, section G, Ottawa, K1A 0T6.

Pour consulter *Le Quotidien* sur Internet, visitez notre site à l'adresse <http://www.statcan.ca>. Pour le recevoir par courrier électronique tous les matins, envoyez un message à lstproc@statcan.ca. Laissez en blanc la ligne de l'objet. Dans le corps du message, tapez : subscribe quotidien prénom et nom.

Publication autorisée par le ministre responsable de Statistique Canada. © Ministre de l'Industrie, 2004. Il est permis de citer la présente publication dans les journaux et les magazines ainsi qu'à la radio et à la télévision à condition d'en indiquer la source : Statistique Canada. Toute autre forme de reproduction est permise sous réserve de mention de la source, comme suit, dans chaque exemplaire : Statistique Canada, *Le Quotidien*, numéro 11-001-XIF au catalogue, date et numéros de page.